

# MR et cdH promettent une «rupture» et «la fin de l'assistanat» en Wallonie

Le MR et le cdH ont présenté hier leur accord de majorité en Wallonie. Outre un volet important sur la gouvernance et l'emploi, le nouveau gouvernement promet quelques mesures fiscales.

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

**A**quai à Bruxelles et en Communauté française, MR et cdH sont malgré tout parvenus à boucler leur accord de majorité en Wallonie. Sur le coup de 16 heures, au Parlement mardi, Benoît Lutgen et Olivier Chastel ont dévoilé les grandes lignes de leur programme qui, pendant les 18 prochains mois, doit faire oublier le Parti socialiste.

Vu le peu de temps qui leur reste d'ici la fin de la législature et les élections, les négociateurs ont rédigé une déclaration de politique régionale ramassée dont les principaux axes s'articulent autour de l'emploi, la réduction du coût de la fonction publique et la gouvernance.

Benoît Lutgen, l'instigateur de ce renversement de majorité, y voit un «moment historique» et une «rupture» majeure dans le rapport à l'Etat que défendait de son ancien partenaire socialiste. «Nous voulons passer d'une Wallonie de l'assistanat à une Wallonie plus entreprenante», insiste le président du cdH. «L'Etat n'est pas là pour tout régler à la place des citoyens, des entreprises et des associations. L'Etat est là pour fixer le cadre, soutenir l'initiative. Mais l'Etat ne doit pas être là pour tuer l'initiative privée et associative.»

Pour Olivier Chastel, «ce renouveau démocratique doit faire en sorte que chaque euro dépensé doit être un euro au bénéfice des Wallons.» Voici les points principaux de rupture.

## 1. Emploi

La principale nouveauté en matière d'emploi par rapport à l'accord de 2014 signé entre le PS et le cdH est la mise en place d'incitants dans les politiques de l'emploi et de la formation «vers les métiers en pénurie». Sans parler d'obligation pour les chômeurs, MR et cdH vont orienter les demandeurs d'emploi «vers les filières de formation qui mènent vers les métiers en pénurie de qualifications». Les deux présidents laissent maintenant aux prochains ministres, dont le casting sera dévoilé ce mercredi, les détails à régler en matière d'incitants. Le Forem est également appelé à «réorganiser ses filières de formation vers les métiers en pénurie».

Sans parler de big bang au sein du Forem, le travail de l'organisme public sera recadré. Les libéraux veulent profiter de leur arrivée

en terres wallonnes pour créer des ponts avec la politique menée au fédéral en matière d'emploi. Le Forem sera ainsi appelé à faire la promotion des flexi-jobs, du travail de nuit et de l'e-commerce.

Sur le plan économique, MR et cdH vont s'appuyer sur la majorité des réformes lancées depuis 2014 (plan numérique, chèques entreprises, plan petits commerces dans les centres-villes, plan Marshall...) et les amplifier notamment en mettant l'accent sur le développement de l'emploi dans les PME. Le prêt coup de pouce sera également élargi.

## 2. Gouvernance

Ce chapitre, c'est l'autre grosse pièce à laquelle veulent s'attaquer MR-cdH. On y trouve de tout, de la fusion des différentes structures du Tec à la mise en place du rapport de la commission d'enquête Publifin en passant par une réorganisation des outils économiques (Sowalfin, SRIW, Sogepa, AEI). Outre des synergies dans la rationalisation des outils et la mise sur pied d'un véritable guichet unique pour l'aide aux entreprises, il est question de supprimer la Caisse wallonne d'investissement et la Fiwapac (filiale de la SRIW qui gère les participations de la Région wallonne dans des entreprises comme la Sonaca ou la FN). Un pôle, issu de la fusion entre la Sogepa et la Spaque, sera aussi mis sur pied en vue d'accélérer l'assainissement des sites industriels désaffectés. L'Awex, qui restera indépendante, est de son côté appelée à diminuer le nombre de ses attachés économiques et commerciaux à l'étranger.

MR et cdH vont également supprimer une série d'intercommunales devenues inutiles. Des regroupements d'outils publics par bassin de vie vont également être encouragés. Idem du côté des communes où MR et cdH vont encourager les fusions à travers des incitants financiers.

Sans donner des objectifs financiers globaux, la nouvelle majorité parle de 20 organismes supprimés et 200 administrateurs en moins.

Plus largement, c'est le coût de la fonction publique qui sera revu à la baisse en

Wallonie. Le salaire des ministres va diminuer de 10%, le coût de fonctionnement du Parlement sera diminué de 2 millions sur l'ensemble de la législature, le coût des cabinets ministériels sera également raboté de 10%. Les deux partis insistent aussi pour rendre plus «transparentes» les décisions du gouvernement et l'attribution des postes dans l'administration et l'octroi des subsides.

Quant aux provinces, elles sont vouées à disparaître même si le timing reste flou car cette réforme nécessite une majorité des deux tiers au sein du Parlement. D'ici une hypothétique date pour la fin des provinces, MR et cdH vont régler prioritairement la répartition des compétences des

provinces entre la Région, les communes et la Communauté française.

Enfin, sans être complet, une circonscription régionale sera mise en place. Elle permettra d'envoyer 10 élus au Parlement wallon.

## 3. Fiscalité

Olivier Chastel et Benoît Lutgen promettent une grande réforme fiscale. À la louche, outre la suppression de la télé-redevance dès 2018, MR et cdH veulent faciliter l'accès à la première propriété par un «abattement des droits d'enregistrement et un mécanisme de préfinancement afin de diminuer l'apport en fonds propres». Le droit d'enregistrement de 15% sur le troisième immeuble sera supprimé (on repasse à 12,5%). On parle aussi d'une exonération temporaire du précompte immobilier dans les quartiers nouveaux. Il est aussi question de revoir les droits de succession et la fiscalité sur les véhicules automobiles. Au passage, MR et cdH annoncent une Wallonie sans diesel dès 2023.

La question est de savoir comment la nouvelle majorité financera cette réforme. «On n'a pas inscrit dans l'épure budgétaire des mesures dont on n'est pas sûr qu'elles pourront rentrer en vigueur dans les 24 mois. On n'a pas joué aux apprentis sorciers, l'épure est rigoureuse pour ne pas aggraver l'endettement de la Wallonie. La diminution des dépenses d'une façon structurelle doit permettre d'y arriver», assure Olivier Chastel.

## Quels ministres?

Après leur accord en vue de former la nouvelle majorité en Région wallonne, il reste à Olivier Chastel et à Benoît Lutgen la délicate mise en place du casting ministériel et la répartition des compétences. Il semble acquis que le prochain gouvernement wallon sera composé de 7 ministres au lieu de 8 avec le PS. Numériquement supérieur au Parlement, le MR décrochera la ministre-présidence. Différents noms circulent depuis une semaine. Outre celui de **Willy Borsus**, actuel ministre des PME au Fédéral cité à plusieurs reprises même si Charles Michel a fait savoir qu'il ne voulait pas le voir partir de son gouvernement, **Pierre-Yves Jeholet** est également un candidat à la fonction.

Outre la ministre-présidence, le MR devrait obtenir 3 autres portefeuilles ministériels. Comme ministrable, on évoque **Valérie De Bue**, **Georges-Louis Bouchez**, **Jean-Luc Crucke** et Pierre-Yves Jeholet dans le cas où il n'obtiendrait pas la ministre-présidence.

Du côté du cdH, les choix sont plus compliqués. Benoît Lutgen a déjà fait savoir qu'il entendait terminer son mandat de président du cdH. Cette option refermée, on cite

beaucoup **Alda Greoli** comme vice-présidente cdH du gouvernement. L'ancienne chef de cabinet de Maxime Prévot connaît parfaitement les dossiers wallons. Actuelle vice-présidente au sein du gouvernement de la Communauté française, elle serait une candidate de choix pour remplacer Maxime Prévot sur le départ vers sa ville de Namur.

La question est maintenant de savoir si le fait de gouverner avec le PS en Communauté française est une situation tenable.

Outre la vice-présidence, le cdH aurait droit à deux autres portefeuilles ministériels. **René Collin**, l'actuel ministre de l'agriculture, pourrait remplir. On parle aussi de l'arrivée de **Mathieu Perin**, de **Véronique Salvi** et de **Dimitri Fourny** mais une surprise est toujours possible.

Reste la question de la présidence du Parlement occupée par André Antoine. Si elle reste entre les mains du cdH, les humanistes disposeraient de 4 postes stratégiques *«alors qu'ils sont deux fois moins nombreux au Parlement»*, souligne un MR. Il ne semble donc pas certain qu'André Antoine conserve son siège ou alors au prix d'un poste en moins au sein de l'exécutif pour le cdH. **F.-X.L.**

EPINGLÉ  
FRANÇOIS-XAVIER  
LEFÈVRE

## La véritable réforme? L'éviction du PS!

On pourrait ironiser longtemps sur l'accord de majorité livré hier par le MR et le cdH en Wallonie. À la lecture des 38 pages, on pourrait aussi se dire que les nouveaux partenaires enfoncent des portes ouvertes. On pourrait finalement se dire, comme l'affirmait le Parti socialiste hier, «tout ça pour ça».

Il y a un peu de cela!

Si MR et cdH annoncent une série de ruptures avec les pratiques du passé – visez celles des socialistes – en matière de gouvernance, de gestion de l'argent public et de création d'emploi, les explications manquent de corps. On reste devant un catalogue d'intentions sans de véritables objectifs chiffrés.

## Cela ne fait pas un programme politique, mais l'objectif de Benoît Lutgen est atteint en Wallonie.

Pire, en matière de réformes économiques, MR et cdH semblent reprendre à leur compte les mesures lancées par la précédente coalition! Certes, il fallait faire vite et éviter que la crise politique ne s'enlise mais il reste comme un sentiment d'objectif inachevé.

Mais après coup, on se dit que la véritable réforme proposée par le MR et le cdH est l'éviction du Parti socialiste du pouvoir en Wallonie. En soi, cela ne fait pas un programme politique, ni une déclaration de politique régionale. Mais l'objectif de Benoît Lutgen est atteint!

«Chaque euro dépensé doit être un euro au bénéfice des Wallons.»

OLIVIER CHASTEL

«Nous voulons passer d'une Wallonie de l'assistanat à une Wallonie plus entrepreneur.»

BENOÎT LUTGEN